

Conférence de presse de rentrée sociale 25 septembre 2018

Intervention de Patrick Doutreligne, président de l'Uniopss

Virage social ou simple détour ?

Il y a un an, nous étions réunis ici même pour la rentrée sociale 2017 et nous nous interrogeons sur le fait d'espérer ou de se désespérer quant à la prise en compte des problématiques sociales par ce nouveau pouvoir présidentiel, gouvernemental et parlementaire.

Pour être franc, la montée des insatisfactions des associations est à l'image de celles de nombreux français, - si l'on en croit les instituts de sondage et la cote de soutien tant du président que du gouvernement – à savoir : une déception voire une désillusion.

La plupart des décisions (ou « non décisions » - pour les Ehpad par exemple) se sont effectuées sans concertation si l'on met de côté la stratégie sur la lutte contre la pauvreté dont on parlera plus tard.

Une loi asile et immigration avec un ministre sourd à tout échange ou écoute des associations. Ainsi, nous avons dû nous résoudre à contester devant le Conseil d'État, qui nous a donné raison, une circulaire remettant en cause l'accueil inconditionnel.

Une loi de finances qui a maintenu des économies drastiques dans notre secteur et des avantages conséquents pour les ménages aisés, avec le pari que ces « cadeaux » seront réinjectés dans l'économie... mais qui donnera l'image d'un « président des riches » et une vision du social qui « coûte un pognon de dingue » avec des efforts ciblés fortement sur les personnes âgées et les personnes modestes.

Un projet de loi ELAN qui représente toutes les réponses aux lobbies au détriment d'une cohérence avec les autres engagements du gouvernement - « un logement d'abord » - et en régression totale sur certains points, comme la modification de la loi SRU ou les changements des normes de construction pour l'habitat des personnes handicapées. On y reviendra tout à l'heure.

Une réforme des contrats aidés qui cache mal la volonté principale de faire des économies au budget de l'État et qui s'accroît pour 2019, puis une réforme de la formation dont on ne mesure pas encore l'impact auprès des jeunes et des personnes précarisées.

Indubitablement, **le secteur social et médico-social sort d'une année difficile et d'un manque de considération persistant** qui se révèle encore dans la stratégie sur la santé que nous allons aborder.

Nous sommes confrontés à une politique dont on ne mesure pas vraiment le sens et la logique, au-delà des **seules rigueurs budgétaires** avancées à chaque instant.

Cette politique est jonchée de paradoxes :

- La volonté d'une société inclusive mais une loi logement à l'opposé
- Une priorité sur le handicap mais des mesures financières tronquées
- Une orientation vers le maintien à domicile mais l'abandon du secteur d'aide et d'accompagnement à domicile
- Une ambition d'amélioration des systèmes de santé et de lutte contre les déserts médicaux mais un refus de contraintes pour la médecine libérale
- Un objectif de choc de la production de logements et une politique de fragilisation du logement social
- Une expression sur l'égalité des territoires, y compris des banlieues, mais un rejet des propositions du plan Borloo

C'est dans ce contexte que les stratégies annoncées sur la lutte contre la pauvreté et celle sur la santé nous laissent interrogatifs.

Certes, on peut se féliciter de certaines avancées dans ces réformes, qui donnent incontestablement à cette rentrée une teinte plus « sociale ». **Le discours, tout d'abord, a changé**, exprimant une attention envers les plus fragiles et un retour de l'État dans les politiques d'insertion. Le souci affiché d'un soutien indispensable et d'un accompagnement de ces publics laisse entendre une inflexion, une distance prise avec ceux qui confondent encore assistance et assistanat dans les discours politiques.

La **stratégie pauvreté** comporte ainsi un certain nombre d'annonces concrètes et positives, comme la volonté d'agir en direction des enfants en situation de pauvreté « générationnelle » dès le plus jeune âge et de mettre en place des dispositifs de prévention.

Mais il y a dans ce plan plusieurs impasses importantes : ainsi, les jeunes de 18 à 25 ans, les personnes âgées en situation de pauvreté, de même que les migrants et la politique du logement, sont absents de la « stratégie ». Ils sont pourtant « stratégiques », si l'on veut appréhender la lutte contre la pauvreté de manière globale !

Certes, le Premier ministre vient d'annoncer tout récemment un geste fiscal qui va concerner 300 000 retraités (au lieu des 100 000 prévus initialement), pour compenser la hausse de la CSG, mais il s'agit plus d'une tentative conjoncturelle pour calmer une grogne croissante que de solutions structurelles de long terme pour les retraités modestes.

De son côté, la **stratégie santé** témoigne d'une vision plus sociale de la santé, avec la priorité mise sur la prévention, le renforcement du temps médical ou encore le développement des centres de santé. Cette stratégie s'appuie sur deux grands piliers - le secteur hospitalier et les médecins libéraux - oubliant toutefois le secteur médico-social, en particulier le domicile (nous y reviendrons).

Tout ceci constitue-t-il donc un virage social, une inflexion de rattrapage dans une logique qui reste fort libérale ou des concessions à une partie de la majorité qui souhaiterait être davantage entendue au-delà de la seule discipline de groupe ?

Il y a manifestement une volonté de rééquilibrage, mais on est loin du grand saut qualitatif ou de la « révolution » promise par le président de la République. De manière pragmatique, il faudra s'assurer en premier lieu que les engagements budgétaires seront tenus et que les moyens dégagés ne se feront pas au détriment d'autres dispositifs sociaux.

Par ailleurs, **les corps intermédiaires** si décriés et souvent assimilés à « l'ancien monde » vont-ils retrouver du crédit et de l'écoute comme suggéré cet été auprès des syndicats ou dernièrement au musée de l'Homme devant le secteur associatif ? La concertation promise avec les associations de solidarité sur la création d'un service d'insertion, sur une nouvelle loi sociale et sur le revenu d'activité universel (dont on sait déjà qu'il ne sera pas universel...) devrait nous permettre de savoir si tout cela constitue une orientation nouvelle, telle que souhaitée par notre secteur, ou une forme de communication cherchant à modifier une image trop libérale de la présidence, reprochée par bon nombre de nos concitoyens.

Les illustrations sur le secteur de la santé, puis sur celui du logement, vont peut-être nous aider à décrypter les enjeux de ces questions pour les mois à venir.

Patrick Doutreligne
Président de l'Uniopss